

**Décision individuelle n°2022-0039 du 28 FEV. 2022**  
portant autorisation de circulation sur pistes réglementées  
en cœur du Parc national des Cévennes

La directrice de l'établissement public du Parc national des Cévennes,

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L.331-10,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006,

Vu le décret n°2013-995 du 08 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes,

Vu la délibération n°2017-0283 du 21 juin 2017 portant approbation du plan de circulation motorisée en cœur de Parc,

Vu la délibération n°2017-0397 du 28 septembre 2017 portant approbation des modalités de mise en œuvre du plan de circulation,

Vu la demande de Monsieur Max DEBUSSCHE, reçue complète en date du 26 février 2022,

Considérant que le projet décrit dans la demande est conforme aux dispositions de l'article 15 du décret n°2009-1677 susvisé,

**DECIDE**

**Article 1 : pétitionnaire - objet**

1-1 pétitionnaire :

Monsieur Max DEBUSSCHE, résidant

1-2 objet de l'autorisation :

- *nature des prélèvements* : Coléoptères, micro-mammifères morts
- *localisation des prélèvements* : Lozère / massif Causses Gorges, bassin versant de la Jonte, commune de Gatuzières en cœur du Parc national
- *dates* : 22 avril 2022 au 31 décembre 2022.

La présente autorisation est accordée sous réserve que la circulation soit conforme à la demande et de respecter les prescriptions ci-dessous.

**Article 2 : prescriptions**

L'autorisation visée à l'article 1<sup>er</sup> est assortie des prescriptions suivantes :

- ✓ elle est délivrée pour les véhicules :
  - DACIA DUSTER, immatriculé
- ✓ elle devra se trouver en permanence dans les véhicules utilisés et prête à être présentée à tout contrôle,
- ✓ elle est personnelle et non cessible à une autre personne.

**Article 3 : rappel de la réglementation en cœur de Parc**

Le pétitionnaire respecte rigoureusement la **réglementation générale du cœur** du Parc national des Cévennes qui est consultable sur le site internet du parc : <https://www.cevennes-parcnational.fr/fr/le-parc-national-des-cevennes/la-reglementation-du-coeur>



Parc national des Cévennes  
4 bis place du Château - 34000 Montpellier  
Tél : 04 67 44 44 44  
[www.cevennes-parcnational.fr](http://www.cevennes-parcnational.fr)

**Article 4 : durée**

La présente autorisation est délivrée du 22 avril 2022 au 31 décembre 2022.

**Article 5 : autres obligations et droit des tiers**

5-1 La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire de l'obtention des autorisations nécessaires au titre des autres législations applicables au projet.

5-2 De même, la présente autorisation n'engage pas l'établissement public du Parc national des Cévennes vis-à-vis des propriétaires de sites, de terrains, de troupeaux ou de bâtiments, avec lesquels le bénéficiaire devra prendre contact au préalable pour convenir des conditions d'utilisation de leurs biens.

**Article 6 : sanctions pénales encourues**

Le non-respect des prescriptions applicables de la décision individuelle est constitutif d'une infraction et peut être constatée par procès-verbal.

**Article 7 : modalités de contrôles**


Les agents du Parc national des Cévennes ainsi que tous les agents assermentés compétents en la matière, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Article 8 : publicité**

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Cévennes (cf. site : [www.cevennes-parcnational.fr](http://www.cevennes-parcnational.fr)).

Fait à Florac-Trois-Rivières, le 28 FEV. 2022

La directrice de l'établissement public  
du Parc national des Cévennes  
Pour la Directrice de  
l'établissement public du  
Parc National des Cévennes  
Par délégation Anne LEGILE  
Le Directeur adjoint Remy CHEVENNEMENT



Le présent arrêté peut être contesté par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de sa publication pour les tiers.  
Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Établissement public du Parc national des Cévennes  
Service *Connaissance et veille du territoire*  
tél : 04 66 49 53 22 (secrétariat)

**Diffusion :**

- original :
  - Pétitionnaire
  - EP PNC/SG
- copies :
  - Gendarmerie
  - ONF 48
  - EP PNC / massif Causses Gorges
  - EP PNC / SCVT (dossier n°2022-1794)



Parc national des Cévennes

page 2/2